



Rapport d'activités

de la

Chaire UNESCO

« Paix et développement par le droit »

(P2D)



30 novembre 2025

Responsable de la Chaire :

Pr. Jean-Christophe MARTIN
Directeur de l'Institut de la Paix et du Développement

jean-christophe.martin@univ-cotedazur.fr

La Chaire UNESCO sur la « Paix et le développement par le droit » (P2D) a été établie en mai 2022, par la conclusion de l'accord bilatéral entre l'UNESCO et Université Côte d'Azur (UniCA), respectivement les 26 avril et 11 mai 2022. L'accord établit la Chaire UNESCO P2D à UniCA pour une période de quatre ans et prévoit la présentation d'un rapport d'activité à mi-parcours (art. 7). Le présent rapport couvre ainsi les actions et activités conduites depuis la création de la Chaire jusqu'au 30 novembre 2025. Il est composé comme suit :

I. Lancement de la Chaire

- I.1. Évènement de lancement de la Chaire UNESCO P2D
- I.2. Dotation financière de l'établissement
- I.3. Outils de communication

II. Réalisations sur la période du rapport (mai 2022 - novembre 2025) : p. [5](#)

- II.1. Colloques
- II.2. Conférences
- II.3. Accueil de professeurs étrangers
- II.4. Formations
- II.5. Écoles d'été du réseau « EMOJIE »
- II.6. Partenariats
- II.7. Diplomatie scientifique

Conclusion : p. [28](#)

I. Lancement de la Chaire

Dès la signature de l'accord établissant la Chaire, l'[équipe scientifique et pédagogique de la Chaire](#) a été constituée (présentation des membres de l'équipe en ANNEXE 1 ♦) et les activités ont ainsi été engagées, avec le soutien ou la coopération du [Laboratoire de droit international et européen](#) (UPR 7414 d'UniCA). Des outils de communication ont été élaborés (3). Les démarches ont été réalisées pour assurer le financement des activités et mettre en place avec les services compétents un cadre efficace de gestion financière de la Chaire (2). Un évènement a été organisé pour officialiser le lancement de la Chaire et promouvoir la Chaire, au sein d'UniCA et au-delà (1).

Placée sous la responsabilité du professeur Jean-Christophe Martin, directeur de l'Institut de la Paix et du Développement, la Chaire est gérée, sur les plans administratif, financier et de communication, par M. Iulian Lungu, responsable administratif de l'IdPD. Mais les actions de la Chaire s'appuient sur une [équipe administrative](#), qui est accompagnée par plusieurs services d'UniCA (direction des études et de la formation, direction de la recherche et valorisation, direction des relations internationales, direction financière, direction de la communication, service commun de documentation, direction de l'initiative d'excellence).

La Chaire bénéficie de conditions matérielles bien adaptées, au sein des locaux de l'Institut de la Paix et du Développement (bâtiment central du [campus Trotabas d'UniCA](#)), en particulier :

- le bureau du directeur de l'IdPD (25 m2), qui est également responsable de la Chaire ;

- la salle de travail du LADIE 214bis (30 m²) ;
- les salles de cours de l'IdPD : 210 (50 places), 326 (60 places), 443 (30 places) utilisées pour certaines formations labellisées par la Chaire.

Les activités de la Chaire bénéficient, plus largement, des amphithéâtres, salles de cours et installations du campus Troabas.

I.1. Évènement de lancement de la Chaire UNESCO P2D

La Chaire a été inaugurée, symboliquement, à l'occasion de la cérémonie de rentrée solennelle 2023 de l'Institut de la Paix et du Développement (IdPD), le 10 janvier 2023, en présence du président d'UniCA, de Vice-président(e)s, de membres du corps consulaires, de représentants des partenaires de l'Institut, etc. Ce choix a été fait en raison de l'adossement de la Chaire à l'IdPD. Rappelons que la Chaire est mise en œuvre dans le cadre de l'IdPD, auquel elle est administrativement rattachée au sein d'UniCA, et qui en est aussi l'objet, l'un des objectifs définis pour la Chaire étant de développer à travers l'IdPD un modèle institutionnel de contribution des universités à la paix et au développement, à la mise en œuvre de l'Objectif du Développement Durable 16 (Paix, justice, institutions efficaces).

En outre, l'IdPD a été fondé, en 1968, par le Professeur René-Jean Dupuy, qui a été « à la fois un compagnon, un ami, un soutien et un moteur » de l'UNESCO¹, auquel son nom reste associé. Son fils, le professeur Pierre-Marie Dupuy, a été invité à prononcer la leçon inaugurale de cette cérémonie. Pierre-Marie DUPUY est professeur émérite de droit international de l'Université Panthéon-Assas, au Graduate Institute of International and Development Studies (Genève), membre de l'Institut du droit international et arbitre. Sa leçon inaugurale était consacrée au sujet : « [L'universalité du droit international](#) ».

Madame Suzy Halimi, conseillère éducation à la Commission Nationale française pour l'UNESCO et responsable du Réseau des Chaires UNESCO et des Villes apprenantes françaises, a prononcé une allocution au cours de la cérémonie pour introduire la Chaire.

I.2. Dotation financière de l'établissement

Université Côte d'Azur a décidé de soutenir les actions de la Chaire UNESCO P2D par un financement significatif, dans le cadre de son « [initiative d'excellence](#) » (Idex). La Chaire a été présentée au comité de pilotage de l'Idex, qui a décidé d'octroyer un premier financement de **45 000 €** à la Chaire pour deux ans (soit la période couverte par le présent rapport), puis, après évaluation des actions réalisées, un second financement du même montant. Ce soutien financier, bien au-delà de ce que le projet de budget initial envisagé, a permis de conduire des actions ambitieuses et multiples.

Par ailleurs, la Chaire bénéficie du cadre institutionnel que lui procure l'IdPD, qui contribue aussi financièrement aux actions conduites dans le cadre de la Chaire. En outre, des co-financements (internes à UniCA ou externes) sont régulièrement obtenus pour des actions de la Chaire réalisées en coopération avec d'autres structures.

¹ [Discours de M. Federico Mayor](#), Directeur général de l'UNESCO, à la clôture de la journée de réflexion sur l'œuvre de René-Jean Dupuy : « René-Jean Dupuy et l'UNESCO », UNESCO, 12 mai 1998.

La Chaire bénéficie donc d'un fort soutien de l'établissement et d'un cadre financier permettant de conduire des activités de très haut niveau et de développer des opérations ambitieuses. Les circuits financiers sont par ailleurs dans l'ensemble bien maîtrisés et fluides, garantissant une bonne efficacité dans la réalisation des activités.

I.3. Outils de communication

Rapidement, des actions ont été entreprises pour permettre de donner de la visibilité à la nouvelle Chaire et à ses projets et réalisations.

- Le **logo** de la Chaire : un logo a été conçu et validé avec le service compétent de l'UNESCO. L'utilisation du logo est systématique, dans le respect de la charte graphique de l'UNESCO.



- Le **site Internet** de la Chaire UNESCO P2D sur le site d'Université Côte d'Azur : un site Internet a été conçu avec le service compétent d'UniCA et mis en ligne assez rapidement. Le site Internet est alimenté régulièrement et sert de socle pour la communication sur les réseaux sociaux. Sa structure est simple et lisible. Son bandeau s'inspire par ailleurs du cadre graphique des Objectifs du développement durable et emprunte sa couleur à l'ODD 16.

L'adresse du site est : <https://univ-cotedazur.fr/chaire-unesco-p2d/>

Les deux Chaires UNESCO attribuées à UniCA (l'autre étant celle sur l'éthique du vivant et de l'artificiel placée sous la responsabilité de Vanessa Nurock), qui sont connectées, font l'objet d'une présentation coordonnée et cohérente.



- Les pages de la Chaire sur les **réseaux sociaux** : une page dédiée à la Chaire a été créée sur LinkedIn (Chaire UNESCO "Paix et développement par le droit" (P2D)). Cette page est régulièrement alimentée par des actualités sur la Chaire et le domaine thématique de la Chaire. Cette démarche est assurément fructueuse (1012 abonnés sur LinkedIn) et contribue assurément à la visibilité de la Chaire.

- La chaîne Youtube de l'IdPD est en outre utilisée pour y diffuser les vidéos des conférences de la Chaire, ou de colloques de la Chaire (l'intégralité des travaux de celui sur la lutte contre

les violences sexuelles liées aux conflits est visible en ligne). Il s'agit d'un outil efficient, dont l'utilisation sera poursuivie.

Plus largement, le soutien de la direction de la communication d'UniCA a permis une communication importante sur la Chaire et son domaine d'action.



Nice-matin – 11 déc. 2022



Post d'UniCA sur Instagram (10 nov. 2023)

II. Réalisations sur la période du rapport (mai 2022 - novembre 2025)

Les réalisations, nombreuses et diverses, sont présentées ci-après en plusieurs rubriques : colloques – conférences – accueil de professeurs étrangers – formations – écoles d'été du réseau EMOJIE – partenariats.

II.1. Colloques

Outre les colloques organisés dans le cadre de la Chaire ou avec son soutien, la Chaire a été mentionnée dans le cadre d'autres colloques auxquels a participé le responsable de la Chaire ; l'invitation à certains d'entre eux a ainsi été motivée par la Chaire et la visibilité qu'elle confère sur sa thématique.

A/ Colloques organisés par la Chaire

Le projet prévoyait que trois colloques soient organisés dans le cadre de la Chaire. Nous les présentons en premier lieu ci-après, ainsi que, dans la suite, les autres colloques organisés avec le soutien de la Chaire.

- Le colloque international sur « **La lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits - Cadres normatifs et action opérationnelle** »

Ce [colloque](#) est l'une des plus grandes réalisations de la Chaire sur les plans scientifique et partenarial à ce jour. Il s'agit d'une manifestation scientifique particulièrement ambitieuse et dont le rayonnement a été très grand. Il a été organisé à Nice, au siège d'UniCA, les 25-26 janvier 2024, conjointement par :

- la Chaire UNESCO P2D d'Université Côte d'Azur
- l'ONG [Bibliothèques Sans Frontières](#)
- avec la participation de [Pramila Patten, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies - Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit](#), et son Bureau.

Dans le cadre de ce partenariat institutionnel original, le colloque visait à croiser les regards d'[experts académiques et d'acteurs internationaux, nationaux et locaux](#) – de très haut niveau – face au défi majeur que constituent les violences sexuelles liées aux conflits. Sur la base d'une analyse des cadres de prévention et de réaction à ces violences sexuelles et de leurs lacunes, l'objectif était, en particulier, d'identifier comment les trois institutions pourraient conjointement contribuer à la lutte en combinant leurs actions. En présence de Pramila Patten, Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, une trentaine de participants (liste des participants présentée en ANNEXE 2 ♦), de divers horizons géographiques et institutionnels, ont partagé leurs connaissances et analyses critiques sur ces enjeux (en anglais ou en français, une interprétation simultanée étant assurée).

Le colloque était composé de cinq sessions thématiques : Panel 1 : Cadres juridiques internationaux contre les violences sexuelles liées aux conflits ; Panel 2 : Cadres nationaux d'enquêtes et poursuites pénales en matière de violences sexuelles liées aux conflits ; Panel 3 : Accès à la justice et mécanismes de réparation ; Panel 4 : Stratégies de prévention, soutien holistique et réponses communautaires aux violences sexuelles liées aux conflits ; Panel 5 : Cadres politiques multisectoriels et campagnes de sensibilisation.

L'impact du colloque est très grand. Outre la forte participation et la couverture médiatique, les travaux sont valorisés par la mise en ligne de **vidéos** couvrant l'intégralité des travaux du colloque. De plus, un **ouvrage numérique** contenant les actes du colloque, conçu dans une approche de **science ouverte**, a été publié et est [disponible en texte intégral gratuitement](#).

<p>Bibliothèques Sans Frontières Institut de la Paix et du Développement Chaire UNESCO PaD et Développement par le Droit</p> <p>COMBATING CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE <i>Normative Frameworks and Operational Action</i></p> <p>LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS <i>Cadres normatifs et action opérationnelle</i></p> <p>Jean-Christophe MARTIN and/or Patrick WEIL (Eds.)</p> <p>ÉDITION SCIENTIFIQUE UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR 2023</p>	<p>SOMMAIRE</p> <p>Avant-propos <i>Jean-Christophe MARTIN et Patrick WEIL</i>..... 1</p> <p>Keynote speech <i>Pramila PATTEN</i>..... 3</p> <p>How the UN Prevents and Responds to CRSV <i>Lindsay FORSLUND</i>..... 15</p> <p>Le droit international des droits humains face aux violences sexuelles faites aux femmes et liées aux conflits armés <i>Lorraine DOMONT</i>..... 21</p> <p>Participation of and reparation for sexual and gender-based crimes victims before the International Criminal Court <i>Pasolina MASSIDDA</i>..... 60</p> <p>A call for action and responsibility: Dr. Denis Mukwege Foundation's Red Line and State obligations to prevent, punish, and respond to CRSV <i>Katrien COPPENS</i>..... 84</p> <p>Le traitement judiciaire des violences sexuelles issues des conflits par les juridictions congolaises <i>Tendence Prisca YOUNGZOLLO BONGAT</i>..... 96</p>	<p>La poursuite des crimes de violences sexuelles liées aux conflits affectant les enfants en République démocratique du Congo : quel bilan pour les audiences forenses ? <i>Coralie KLIPPEL et Marival MANET</i>..... 110</p> <p>The fight against conflict-related sexual violence linked to trafficking in persons for sexual exploitation <i>Anne-Marie DE BROUWER</i>..... 143</p> <p>A brief introduction to FONAREV, the National Fund for the Reparation of Victims in the Democratic Republic of Congo <i>Dion-Dion WEDE DJAMBA and Kasigala MUBAGWA</i>..... 156</p> <p>La réparation des préjudices résultant des crimes sexuels et fondés sur le genre : lumière sur le Cambodge <i>Marie WILMET</i>..... 166</p> <p>Les multiples facettes et défis de la violence sexuelle liée aux conflits et le besoin urgent de réponses appropriées <i>Celine BARDET</i>..... 196</p> <p>Survivor centred holistic care: Why and what does it take? <i>Katrien COPPENS</i>..... 209</p> <p>Mental Health and Psychosocial Support for Victims/Survivors of Sexual Violence in Conflict and Emergency Settings: A Scoping Review <i>Ida ANDERSEN and Fanny BUTTIGIEG</i>..... 218</p>
---	---	---

Mais surtout, la collaboration avec l'ONU consacre le véritable succès du colloque. À l'issue des travaux, Madame Pramila Patten (qui s'est vue remettre les insignes de docteur

honoris causa d'Université Côte d'Azur) a proposé à l'IdPD et sa Chaire P2D de coordonner un « **groupe d'amis** » du Bureau de la Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Ce « groupe d'amis », qui réunit l'ensemble des experts ayant participé au colloque, est en cours de constitution. Il sera formalisé prochainement par un accord conclu entre le Bureau et UniCA.



(Gauche) Anne-Marie DESCÔTES, Secrétaire générale du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, (Droite) Pramila PATTEN, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies.



(Gauche) Les intervenants, autour de P. PATTEN et A.-M. DESCÔTES, (Droite) article dans Nice-Matin.

Ce partenariat avec Bibliothèques Sans Frontières et la Représentante spéciale des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et son Bureau est prolongé au travers d'un autre colloque, organisé à Paris (Hôtel de Ville) le 27 novembre 2025 avec le soutien de la Ville de Paris (cf. infra et ANNEXE 6).

- Colloque sur « **Le rôle des juridictions internationales dans la protection du climat** »

Ce colloque a été organisé à Nice les 3-4 octobre 2024 par un membre de la Chaire, le professeur Julien Dellaux. Il porte sur un défi majeur de l'agenda mondial, au cœur des enjeux de paix et de développement : la lutte contre le changement climatique, abordé ici sous l'angle juridique au travers de l'analyse de la contribution des juridictions internationales saisies du sujet. Ont ainsi été présentées et analysées les décisions et procédures devant la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer, mais aussi la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme. Les travaux de ce colloque, qui a réuni des enseignants-chercheurs et praticiens du droit international (dont une Juge du TIDM, une référendaire de la CIADH et une référendaire de la CEDH, plaideur devant la CIJ), donne lieu à la publication d'un ouvrage collectif, à paraître au cours du premier trimestre 2026 (éditions Pedone, Paris).

- Colloque de la Société Française pour le Droit International sur « **Art et droit international** », 26-27 mai 2025

Ce colloque annuel de la prestigieuse SFDI (plus important évènement scientifique annuel francophone en droit international) a été organisé dans le cadre de la Chaire UNESCO P2D, à Nice, sur un sujet très porteur et qui n'avait jamais fait l'objet d'une étude transversale en langue française. Si le sujet pourrait paraître à première vue éloigné des questions de paix et de développement, il n'en est rien. Les enjeux de paix (au regard des tensions fortes par exemple au sujet des demandes de restitution d'œuvres, la protection des œuvres en période de conflit, le lien entre art et paix, etc.) et de développement (restitution, régulation juridique de la circulation des œuvres, enjeux de droit d'auteur et propriété intellectuelle, droits culturels des populations autochtones, art et diversité culturelle, etc.) sont manifestes et ont été mis en lumière au cours des deux journées de colloque. Surtout, le thème a été choisi au regard de sa pertinence pour l'UNESCO. La Chaire UNESCO P2D étant la seule Chaire en droit international en France, il y a avait tout lieu de choisir pour ce colloque de Nice de la SFDI un thème au cœur du mandat de l'UNESCO.

La coopération avec l'UNESCO s'y est d'ailleurs matérialisée de manière forte : la Directrice générale Audrey Azoulay, invitée mais alors en déplacement à l'étranger, y a été représentée par Santiago Villalpando, conseiller juridique et directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques de l'UNESCO. M. Villalpando a prononcé l'allocution d'ouverture au nom de l'UNESCO. Guillermo Trasancos, chef de la Section des Conventions et Recommandations au sein de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques de l'UNESCO a également participé (communication sur « L'action de l'UNESCO en matière de protection des biens culturels artistiques »).

Ce colloque a été l'occasion de collaborer avec d'autres acteurs et experts liés à l'UNESCO : Marc-André Renold (Chaire UNESCO en droit international de la protection des biens, Université de Genève, Suisse), Laurence Cuny (membre du groupe d'experts de l'UNESCO sur la convention de 2005 sur la diversité culturelle), Lilian Richieri Hanania (membre du groupe de réflexion de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles dans l'environnement numérique).

Le colloque, dont le programme a été très riche, a été un grand succès.





Ouverture du colloque par S. Villalpando représentant l'UNESCO (à gauche), le président d'UniCA J. Brisswalter (milieu) et le président de la SFDI J.-M. Sorel (à droite)

Outre ces trois colloques prévus dans le projet de Chaire, trois autres colloques ont aussi été organisés par ou avec le soutien de la Chaire.

- La journée d'étude pluridisciplinaire « [L'éducation de demain pour la paix](#) », 2 décembre 2022

Cette manifestation scientifique, organisée par la Chaire P2D, résulte d'une collaboration entre plusieurs structures d'Université Côte d'Azur (IdPD, Institut national du professorat et de l'éducation (Inspé, qui a hébergé l'évènement), laboratoire LINE en sciences de l'éducation), la Fondation ELIC et l'Université de Sousse, partenaire de la Chaire, avec le soutien du rectorat de l'Académie de Nice-Toulon.

La journée d'étude a été organisée dans le contexte des travaux conduits au sein du système des Nations Unies sur la transformation de l'éducation. Ainsi, après un [pré-sommet](#) ministériel organisé par l'UNESCO en juin 2022, l'ONU a tenu un [sommet](#) sur cette thématique cruciale en septembre 2022. Ce sommet a été organisé « en réponse à une crise mondiale de l'éducation : une crise d'équité et d'inclusion, de qualité et de pertinence ». La journée d'étude visait, spécifiquement, à considérer les enjeux de cette transformation de l'éducation en matière de paix, entendue dans un sens large. Réunissant des enseignants-chercheurs de plusieurs disciplines (sciences de l'éducation, sociologie, droit international) et des acteurs de l'éducation et de la formation des éducateurs, cette journée d'étude a conjugué des réflexions sur les visions contemporaines quant à l'avenir de l'éducation et des ateliers pratiques de démonstration des outils développés.

- Le colloque sur « **Le *lawfare* et les instrumentalisations sectorielles du droit international** », 5 octobre 2023

[Ce colloque](#), organisé par un membre de l'équipe de la Chaire, Julien Ancelin, a été soutenu par la Chaire. Il portait sur un sujet crucial du droit international contemporain, qui couvre des enjeux de conflictualité (par exemple dans le cyberspace, l'espace extra-

atmosphérique, en mer – et il s’agit même de réfléchir le droit international comme moyen de conflictualité) et de développement (ressources marines, enjeux sanitaires...) : les instrumentalisations du droit international. Ces instrumentalisations font l’objet d’une attention considérable et, même, de véritables stratégies officielles d’États ou organisations internationales. Ainsi, nous pouvons signaler la participation de Madame Sandrine Barbier, directrice adjointe de la direction des Affaires juridiques du ministère français de l’Europe et des Affaires étrangères, qui a présenté une communication sur « La stratégie d’influence par le droit portée par la France ».



Introduction du colloque par J. Ancelin et A. Schu

- Le colloque international « **Beyond Borders: Multi-Stakeholder Partnerships for CRSV Prevention and Recovery** » (27 novembre 2025, Hôtel de Ville de Paris)

Ce colloque organisé avec le soutien de la Chaire a réuni à nouveau, autour de la Représentante spéciale Pramila Patten, des experts et acteurs de premier plan de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Il reprend la méthode d’ouverture pluridisciplinaire et professionnelle du colloque de Nice de janvier 2024 et se compose de trois tables-rondes. En particulier, Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire UNESCO P2D ouvre le colloque et modère la première table-ronde intitulée : « Faire face aux facteurs de violence sexuelle liée aux conflits : approches centrées sur les survivants en matière de justice, de réparation et de soutien aux survivants ».

La très forte visibilité de ce colloque (et, partant, de la Chaire) a été assurée par la qualité du partenariat, le soutien de la Ville de Paris et l’organisation de la manifestation au sein du prestigieux Hôtel de Ville.

Le programme est reproduit ci-dessous en ANNEXE 6



B/ Participation à des colloques avec affichage de la Chaire

La participation du responsable de la Chaire, Jean-Christophe Martin, à des colloques a également permis d'avancer dans la réalisation de l'un des objectifs définis pour la Chaire dans l'accord l'établissant : « Produire et partager des connaissances sur la paix, le développement et le droit international en la matière ». Ces participations ont aussi permis de faire connaître la Chaire et son action et d'en valoriser les travaux.

On peut en donner une liste (par ordre chronologique inversé), pour rendre compte de l'objet des interventions et du cadre de leur réalisation :

- Introduction des deux sessions et modération de la 1^{ère} session du colloque « Beyond Borders: Multi-Stakeholder Partnerships for CRSV Prevention and Recovery », organisé par Université Côte d'Azur, Bibliothèques Sans Frontières, le Bureau de la Représentante spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles liées aux conflits et la Ville de Paris, **Hôtel de Ville, Paris**, 27 novembre 2025.

- Contribution « Les conséquences de la transition écologique pour les acteurs économiques de la mer : quels enjeux pour l'enseignement du droit de la mer et des activités maritimes ? » au colloque « La transition écologique et l'enseignement du droit économique », **Université Côte d'Azur**, Nice, 17 octobre 2025.

- Rapport introductif (avec A. Millet-Devalle) du colloque de la SFDI « Art et droit international », 26 mai 2025, Nice (**Université Côte d'Azur**).

- Contribution « La clause d'assistance mutuelle, premier pas vers une défense commune ? » au colloque « Le droit de l'Union européenne au service d'une défense commune ? », **Université de Lille et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**, Lille, 8 novembre 2024.

- Présidence de la session « Les acteurs de l'exploitation des grands fonds marins » du colloque « L'exploitation minière des grands fonds marins - Quelle(s) gouvernance(s) pour l'exploitation des abysses ? », **Université de Bretagne occidentale**, UMR Amure, Brest, 17 et 18 octobre 2024.

- Contribution « Droit de la mer et droit de l'espace extra-atmosphérique : similitudes et différences » à la journée « *Ocean Space Forum* » organisée par **Prométhée Earth Intelligence, le CNES et le Bureau des Affaires Spatiales de Monaco**, Monaco, 2 juillet 2024.

- Contribution « L'implication des Houthis dans la guerre de Gaza : quelles conséquences sur le plan du *jus contra bellum* ? » au colloque annuel du Réseau francophone de droit international « L'application des règles du *jus contra bellum*, du *jus in bello* et des droits humains aux guerres hybrides », 6 mai 2024, **Université Libre de Bruxelles**, Bruxelles.

- Participation au panel conclusif de la « Blue Economy Roundtable : Shipping and the Triple Crisis » (organisée par la Fondation MERI, le Centre scientifique de Monaco, la Fondation Velux, la Fondation Prince Albert II de Monaco), **Monaco Ocean Week**, Monaco, 19-20 mars 2024.

- Contribution « La COP climat : rôle et rouages » avec Julien Dellaux, au séminaire inaugural de l'Académie d'excellence 3 (Espace, Environnement, Risques et Résilience) d'**Université Côte d'Azur**, Nice, 13 octobre 2023.

- Contribution « Droit international et gouvernance du littoral : le modèle de "gestion intégrée des zones côtières" pour la Méditerranée » à la Conférence « Océanos y sociedades : hacia una red de cooperación franco-centroamericana », **San José - Costa Rica**, 7-9 juin 2023.

- Contribution « La COP sur les changements climatiques » à l'école d'été en droit international (DIPIA) de l'**Université de Sherbrooke** (Québec, Canada), 15 mai 2023.

- Contribution « Criminalité organisée, atteintes à la paix et à l'État de droit », colloque *La criminalité transnationale organisée*, organisé par l'Association Française pour les Nations Unies et le Centre Thucydide, **Université Panthéon-Assas**, Paris, 2 mars 2023.

- Contribution à la journée d'étude *Prospects and Possibilities for Japan's G7 Summit 2023: How Can Universities Contribute?*, Session 4 : « Summit Process and Engagement Groups », **University of Toronto**, 15 février 2023.

II.2. Conférences

Vingt conférences ont été organisées par la Chaire UNESCO P2D dans son périmètre thématique. Ces conférences ont été généralement organisées en mode hybride, pour permettre à des personnes extérieures à UniCA de les suivre en ligne. Cette modalité d'organisation est un succès. Au regard de leur intérêt, ces conférences ont été suivies par un nombre significatif de personnes, à Nice et en ligne, ce qui a permis d'élargir l'impact des actions de la Chaire et son rayonnement. En outre, plusieurs de ces conférences ont été enregistrées et les vidéos sont disponibles en ligne.

La conférence prononcée en janvier 2023 par le professeur **Pierre-Marie Dupuy** en tant que « leçon inaugurale » de la rentrée solennelle de l'IdPD et, partant, de la Chaire, sur le sujet « L'universalité du droit international », a déjà été mentionnée.

Une autre conférence de haut niveau a été prononcée, le 12 janvier 2024, par Monsieur **Alain Le Roy, Ambassadeur de France, Ancien secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure et ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies**. La conférence portait sur le sujet « Quelques défis de la diplomatie contemporaine », et marquait l'ouverture du nouveau DU « Droit et métiers de la diplomatie » dans le cadre de la Chaire.



Conférence d'Alain Le Roy, avec la Vice-présidente aux relations internationales d'UniCA

La leçon inaugurale 2025 a été prononcée par le **Juge français à la Cour internationale de Justice, Rony Abraham**, sur le sujet : « La Cour internationale de Justice est-elle une juridiction universelle ? ».



Leçon inaugurale du Juge R. Abraham, avec le Vice-président formation d'UniCA

Un **cycle de conférences** a été spécifiquement établi dans le cadre de la Chaire P2D par Daniel Ventura, maître de conférences à UniCA et membre de l'équipe de la Chaire, sur le thème « Ordre et Désordre international ». Le cycle a été composé de sept conférences :

- Daniel Ventura a prononcé la conférence inaugurale du cycle, le 12 avril 2023, sur le sujet « Ordre international démocratique et équitable – Vingt ans d'une aspiration onusienne équivoque » ([vidéo](#)).
- Valère Ndior, professeur à l'Université de Bretagne occidentale : « Internet, le numérique et l'ordre international - fractures et frictions numériques », 18 septembre 2023 ;
- Lena Chercheneff (maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), « La réforme des institutions financières internationales à l'aune de la promotion d'un "ordre international démocratique et équitable" », 16 octobre 2023 ;
- Mirko Sossai (professeur à l'Université Roma 3), « Penser le "désarmement général et complet" à l'aune de la promotion d'un "ordre international démocratique et équitable" », 13 novembre 2023 ;
- Auriane Guilbaud, « La participation des acteurs non étatiques dans les organisations internationales : enjeux et apports à un "ordre international démocratique et équitable" », maîtresse de conférences en science politique, Institut d'études européennes, Université Paris 8, 15 novembre 2023 ;
- Julie Ferrero, professeure à l'Université Jean Moulin Lyon 3, « Les droits humains dans un ordre international démocratique et équitable : revendication d'une conception alternative des libertés ou instrument de lutte contre la domination occidentale ? », 1^{er} décembre 2023.



Conférence de Daniel Ventura, en ouverture du cycle de conférences sur « Ordre et désordre international »

Une conférence de Madame Soukeyna Kane, directrice du groupe « Fragilité, Conflits et Violences à la **Banque mondiale**, a été organisée le 23 novembre 2022 sur le thème « Le développement dans les pays fragiles et en conflit : défis et solutions ». Cette conférence a vocation à inaugurer un **cycle de conférences d'experts d'institutions internationales sur la pratique du développement**. Ce projet de cycle de conférences de la Chaire P2D, en collaboration avec Madame Haleh Bridi, doit être développé dans les deux années qui viennent, en invitant des agents d'institutions internationales.

Plusieurs conférences ont aussi été organisées sur des thématiques variées du domaine P2D :

- conférence de Muriel Ubéda-Saillard, professeure à l'Université de Lille, sur « [La dialectique des sanctions et des droits de l'homme](#) », 5 octobre 2022 ;
- conférence de Mara Tignino, Université de Genève sur « [Water, Conflicts and International Law](#) », 16 novembre 2022 ;
- conférence de Emma Soubrier, chercheure associée au LADIE, sur « [The Arms Trade in the Gulf Region : Evolving Trends and Shifting Power Dynamics](#) », 16 novembre 2022 ;
- conférence de Jean-Marc Laurent et Chloé Duffort, Chaire Défense & Aérospatial, IEP de Bordeaux, sur « [Menaces spatiales contemporaines et négociations internationales](#) » 1^{er} décembre 2022 ;
- conférence de Thomas Manrique, chef de section pour les affaires juridiques au Conseil national de Monaco, sur le sujet : « La Cour interaméricaine des droits de l'homme : quel rôle pour le juge régional en Amérique latine ? », 20 novembre 2023.

La Chaire P2D a en outre motivé l'invitation du professeur Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire, à prononcer plusieurs conférences dans le domaine de la Chaire, notamment :

- « Guerre en Ukraine et droit international du recours à la force : agression et réactions », conférence organisée par la ville de Nice avec le soutien de la Chaire / Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN - Section sud), 31 mai 2022, Nice ;
- « *Introduction to Peace and Security – Questioning the Universities' Contribution to World Peace and Security* », conférence prononcée (en ligne) le 16 juin 2023 dans le cadre du U7+ Students Forum ;
- Conférences sur « Les enjeux juridiques contemporains relatifs à l'exploitation durable et équitable des ressources de la mer au-delà de la juridiction nationale », Université de Carthage (29 novembre) et Université de Sousse (30 novembre), en collaboration avec l'Institut français de Tunisie ;
- « Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et effectivité », atelier organisé par le CIDCE, sous la direction de Michel Prieur, sur l'effectivité du droit de l'environnement marin, en marge de la 3^{ème} conférence des Nations Unies sur l'océan, Nice, 12 juin 2025.

II.3. Accueil de professeurs étrangers

Dans le contexte de la Chaire, plusieurs professeurs étrangers ont été invités à passer des séjours de recherche (sous le statut de « professeur invité ») à Université Côte d'Azur, contribuant ce faisant aux activités de la Chaire et à son déploiement international. En particulier, un collègue de l'Université Laval (Canada) a été invité chaque année, afin d'établir une coopération robuste avec cette université prestigieuse devenue partenaire privilégié d'UniCA.

Une collègue responsable d'une Chaire UNESCO a ainsi été accueillie afin d'établir une **collaboration entre chaires UNESCO : Véronique Guèvremont**, professeure à l'Université Laval (Québec, Canada) est responsable de la [Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles](#). Elle a été accueillie en octobre 2023 avec le statut de professeure invitée. La professeure Guèvremont a enseigné plusieurs cours aux étudiants de master « Droit

international et droit européen » et doctorants : « Promotion et protection des expressions culturelles à l'heure du numérique » (6 h.), « Préservation du patrimoine mondial » (6 h.), « Les enjeux de la recherche dans le domaine du droit international de la culture à l'ère du numérique » (2 h.). Surtout, une collaboration a été décidée sur le plan scientifique, consistant à mettre en synergie les deux chaires. Ainsi, Véronique Guèvremont participera au comité scientifique du **colloque « Art et droit international » de la Société Française pour le Droit International**, qui sera organisé à Nice en mai 2025, dans le cadre de la Chaire, et participera également à ce colloque (cf. *infra*).

A été accueillie une autre professeure de l'Université Laval, **Fannie Lafontaine**, qui est titulaire de la [Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux](#). Elle a également été accueillie en qualité de professeure invitée en mars 2024 et a assuré plusieurs enseignements : « Responsabilité des États dans la lutte contre l'impunité : avancées et lacunes » (25 mars 2024), « L'émergence du concept d'écocide en droit international » (26 mars), « Génocide à la Cour internationale de Justice : Rohingyas, Ukraine, Gaza, la responsabilité étatique au cœur de la lutte contre l'impunité ? Paralyse de la justice pénale, décolonisation du droit international, vides juridiques » (28 mars).

En 2025, **Géraud de Lassus Saint Génies**, également professeur à l'Université Laval, a aussi été accueilli avec le soutien de la Chaire et aux fins de la réalisation de ses activités (ici dans le cadre des enjeux de paix et développement liés au changement climatique). Spécialiste du régime international du climat, il a assuré deux enseignements pour les étudiants du master « Droit international et droit européen » (« Droit international des changements climatiques », « Droit international et marché du carbone ») et un séminaire doctoral sur « Méthode de la recherche en droit international de l'environnement ».

D'autres professeurs de droit ont également été accueillis dans le cadre de la Chaire.

Le professeur **Marcelo Dias Varella**, de l'Université UniCEUB de Brasilia (Brésil) a été accueilli pour un [séjour sabbatique de recherche](#) de février à juillet 2023. Le professeur Varella, spécialiste de droit international économique et de droit de l'environnement a présenté plusieurs conférences et participé à des réunions d'échanges scientifiques : conférence sur « L'Encadrement de l'autonomie normative de l'État en matière environnementale par le droit international public et privé » (22 mars 2023, organisée par la Chaire UNESCO P2D), leçon inaugurale des Doctoriales de l'école doctorale de droit sur « L'internationalisation du droit : vers une nouvelle complexité », communication sur le « Transfert de droit pour la protection de l'environnement au Brésil » (Rencontres de droit privé et économique de l'environnement).

A été accueillie dans le cadre d'un séjour sabbatique de recherche (mai-juin 2024) la professeure **Miriam Cohen** de l'Université de Montréal, qui y est titulaire de la [Chaire de recherche du Canada sur les droits humains et la justice réparatrice internationale](#). Ses deux axes de spécialisation sont la justice internationale et la réparation des violations des droits humains ; la relation entre les droits humains, les nouvelles technologies et l'autonomisation des individus et des communautés. Son séjour vise à définir un cadre de coopération entre les deux chaires, dans la zone de chevauchement de leurs domaines thématiques.

Enfin, le professeur **Massum Billah** (Jagannath University, Bangladesh) a été accueilli dans le contexte spécifique du programme national français PAUSE de soutien aux chercheurs

en exil. Suite à des menaces dans son pays, le professeur Billah, spécialiste des questions juridiques relatives à la laïcité, a été proposé par la Chaire pour être accueilli en France dans le cadre du programme PAUSE (mis en œuvre pour le gouvernement français par le Collège de France). Son dossier ayant été accepté, le professeur Billah a été accueilli à Nice pour un séjour de recherche financé de trois mois. Il est toujours présent à Nice et dans l'attente d'une réponse à sa demande de statut de réfugié.

II.4. Formations

L'un des objectifs spécifiques de la Chaire est de « former au mieux les étudiants et diplômés (au niveau du master et du doctorat) sur les sujets relatifs à la paix, au développement et leurs interactions ». Cet objectif est en particulier rempli au travers des enseignements du [master « Droit international et droit européen »](#), sous la responsabilité de Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire. Cette mention de master est composée de six parcours : Droit et pratique du commerce international ; Droit économique de l'Union Européenne ; Gouvernance et financement du développement ; Sécurité internationale, défense, intelligence économique ; Droit de la mer et des activités maritimes ; Migrations Studies - international and European law.

L'objectif est aussi réalisé au travers du [diplôme d'université transfrontalier en « Droit international humanitaire »](#) proposé par l'IdPD en coopération avec l'Institut International de Droit Humanitaire, partenaire initial de la Chaire UNESCO P2D.

Un projet qui figurait au cœur de la candidature de la Chaire était la création d'une nouvelle formation, en la forme d'un diplôme d'université, intitulé [« Droit et métiers de la diplomatie »](#), qui revêt une importance singulière dans le contexte actuel. Cette formation, portée par Julie Tribolo-Ferrand, membre de l'équipe de la Chaire, a été créée dans le cadre de la Chaire et est portée par l'IdPD. Sa création a été soutenue par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français. La formation a ouvert en septembre 2023 et les deux premières années de la formation se sont déroulées dans de bonnes conditions. Les enseignements y sont assurés conjointement par des enseignants-chercheurs de l'IdPD (membres de l'équipe de la Chaire) et par des diplomates de carrière (Éric Danon, ancien Ambassadeur de France, Marc Reverdin, ancien Secrétaire Général du Forum de Paris pour la Paix, Mathieu Clouvel-Gervaiseau, Consul général de France à Tel-Aviv, ancien directeur adjoint du service des Ressources humaines du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères).

Pour la première année, 7 étudiants ont été inscrits dans la nouvelle formation, mais tous les enseignements du DU ont en outre été ouverts aux étudiants de master 2 parcours « Sécurité internationale, défense, intelligence économique », et ce sont ainsi 30 étudiants qui ont bénéficié de ces enseignements. (Le programme pédagogique est présenté en ANNEXE 3 ♦ ; voir également la [brochure de présentation](#)).



Les + de la formation

> Deux types d'organisation sont proposés : présentielle et à distance

La formation à distance est conçue sur la base d'un modèle d'enseignement mixte distanciel (85%) / présentiel (15%) pour permettre un haut niveau de flexibilité.

> L'importance de la pratique dans la formation

Outre des enseignements théoriques et une préparation aux concours du Quai d'Orsay, cette formation intègre également l'apprentissage de techniques et d'exercices pratiques que les diplomates utilisent chaque jour dans leur quotidien (veille informationnelle et synthèse, négociation etc.).

Comme prévu également dans la candidature, **deux certificats universitaires** sont par ailleurs rattachés à la Chaire, en jonction avec la [Chaire Jean Monnet « Union européenne et gestion des crises »](#) (2020-2024) : « Union européenne et gestion des crises humanitaires », assuré par Anne Millet-Devalle ; et « Clinique juridique AJIRE », qui permet à des étudiant(e)s de travailler en groupe sur des [mandats](#) présentés par des entités privées ou publiques en droit international et européen (logique de « recherche-action »).

S'agissant du **doctorat**, cinq thèses ont été soutenues depuis mai 2022 dans le domaine couvert par la Chaire. Elles l'ont été dans le cadre de cotutelles internationales avec l'Université Milano-Bicocca, université partenaire de la Chaire aux termes de l'accord établissant celle-ci.

Trois thèses soutenues ont été codirigées par Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire UNESCO P2D, et des professeurs de l'Université Milano-Bicocca (partenaire initial de la Chaire) :

- Bernardo Mageste, *The Use of Force and the Law of State responsibility*, 13 mai 2022 ;
- Andrea Longo : *Fishing For Rights! The Protection of the Individual in Fisheries*, 29 juin 2023 ;
- Giampaolo Guizzardi Righetti, *'Non erit innocens malus' - Looking for Justice over maritime Crimes of International Concern*, 21 mai 2024.

Deux autres thèses ont été soutenues sous la direction de membres de l'équipe de la Chaire avec des professeurs de l'Université Milano-Bicocca :

- Chiara Parisi (dir. Anne Millet-Devalle), *Déplacements forcés de population et droit international*, 21 décembre 2023 ;
- Lorenzo Grossio (dir. Mehdi Mezaguer), *Le principe de proportionnalité des délits et des peines entre le droit de l'UE et de la Convention EDH*, 16 février 2024.

Trois thèses de droit international sur des enjeux de développement sont en cours, sous la direction de Jean-Christophe Martin :

- Sekou Camara, *L'accès à l'eau potable et l'assainissement en Afrique de l'Ouest : enjeux de développement humain* ;
- Elliot Doucy, *La bonne gouvernance et le financement international du développement* ;
- Seydina Ndour, *La mobilisation des ressources intérieures et des financements internationaux dans les politiques, les programmes et les projets de développement : le cas des programmes d'inclusion sociale et d'équité territoriale au Sénégal* (cotutelle avec l'Université Cheick Anta Diop, Dakar, Sénégal).

En matière de formation, il peut être ajouté que Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire, a également réalisé un **MOOC** gratuit en français en ligne sur la plateforme nationale « France Universités Numériques » sur le sujet : « **La diplomatie scientifique : enjeux et perspectives** » ([cf. infra](#) → La diplomatie scientifique). [Cette formation](#), qui vise à présenter l'évolution et les enjeux contemporains de la diplomatie scientifique à la fois aux acteurs universitaires et aux acteurs diplomatiques, mais qui est aussi accessible au grand public, connaît un fort succès (5310 inscrits au 23/11/2025, depuis l'ouverture du cours en février 2025 !). Elle répond à l'objectif défini à l'article II de l'accord de « développer des approches créatives pour promouvoir le droit international et le rôle des universités pour œuvrer à la paix et au développement ».

II.5. Écoles d'été du réseau « EMOJIE »

Les écoles d'été du réseau « [Étude des Mouvements des Ordres Juridiques International et Européen](#) », qui réunit 22 universités européennes, de Méditerranée et du Canada (la liste des universités représentées dans le réseau est en ANNEXE 4 ♦) sont organisées à Nice, dans le cadre de l'IdPD, depuis une douzaine d'années. Elles sont désormais rattachées à la Chaire, dont elles constituent un volet d'activités important. Là-encore, il s'agit d'une action poursuivant l'objectif de « former au mieux les étudiants et diplômés (au niveau du master et du doctorat) sur les sujets relatifs à la paix, le développement et leurs interactions ». Ainsi, les thèmes des écoles d'été sont désormais choisis dans le domaine de la Chaire P2D. Les écoles d'été sont organisées par la professeure Anne Millet-Devalle, membre de l'équipe de la Chaire et Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire, en collaboration avec les professeurs Maurizio Arcari et Antonello Tancredi de l'Université Milano-Bicocca.



L'édition 2022 a été tenue, exceptionnellement (en raison de travaux de transition énergétique sur le campus Trotabas d'implantation de la Chaire) à Milan, dans les locaux de l'Université Milano-Bicocca, partenaire officiel de la Chaire. Le thème retenu était « Le pluralisme juridique en droit international et européen : l'interlégimité et ses techniques ». 13 doctorants et 5 professeurs ont présenté leurs recherches sur ce thème (indirectement lié au domaine de la Chaire, l'édition 2022 étant préparée avant la création de la Chaire).

L'édition 2023, à Nice, a porté sur « [Les mesures de contrainte non militaires en droit international et européen](#) », thématique qui s'inscrit bien dans les enjeux de paix (les sanctions adoptées par l'ONU l'étant au titre du « maintien de la paix et de la sécurité internationales » - chapitre VII de la Charte des Nations Unies » ; celles adoptées unilatéralement s'inscrivant dans un registre de conflictualité) et de développement (l'impact en termes de développement humain des sanctions étant un sujet majeur de préoccupation).



Ouverture de l'édition 2023 de l'école d'été EMOJIE par J.-Ch. Martin

L'édition 2024 s'est déroulée à Nice du 3 au 6 septembre et a été consacrée au sujet : « Les usages stratégiques du droit international et du droit européen », en résonance avec le colloque organisé par la Chaire sur le sujet (cf. *supra*). 16 doctorant(e)s y ont présenté une communication, et une session de présentations d'actualité a été assurée par les professeurs membres du réseau.



L'édition 2025 a été organisée à Milan, accueillie par l'Université de Milan – Bicocca, partenaire initial de la Chaire. Le thème de cette édition était : « International Organizations at a Crossroads: Current Practices, Challenges, Reforms, and the Future of Multilateralism », sujet de grande actualité et particulièrement pertinent dans le contexte thématique de la Chaire. Parmi les thèmes abordés par les 10 jeunes-chercheurs et 3 chercheurs confirmés, celui de la crise des organisations internationales, celui des enjeux contemporains du multilatéralisme et de la réforme des organisations, ainsi que celui de l'impact des crises sur les OI ont été particulièrement intéressants à cet égard.

II.6. Partenariats

Les partenariats constituent un outil majeur de la Chaire UNESCO P2D. De très bons résultats ont été obtenus au cours de la période initiale, visant à inscrire la Chaire dans une trame internationale, à la fois au niveau académique et dans une démarche d'ouverture vers des acteurs privés (ONG), des organisations intergouvernementales, ainsi qu'une juridiction internationale (le Tribunal international du droit de la mer, voir l'ANNEXE 5 ♦).

A/ Les partenaires initiaux de la Chaire UNESCO P2D

Cinq partenaires ont soutenu la création de la Chaire et sont ainsi les partenaires officiels nommés dans l'accord créant la Chaire. Des actions ont déjà été spécifiquement conduites la plupart d'entre eux.

- **Université de Sousse (Tunisie)**

Les activités avec l'Université de Sousse dans le cadre de la Chaire ont revêtu plusieurs aspects. L'Université de Sousse a participé à l'organisation de la journée d'étude pluridisciplinaire « [L'éducation de demain pour la paix](#) ». La Vice-présidente aux relations internationales a ainsi prononcé un discours lors de la session d'ouverture. Le professeur Sami Hochlaf, qui a participé à la préparation de l'évènement, y a également contribué par une communication. Des contacts ont par ailleurs été établis avec l'équipe de recherche en droit international, dont les centres d'intérêt scientifique répondent très bien au domaine P2D de la Chaire. L'accueil à Université Côte d'Azur d'une chercheuse en doctorat en science politique (Mme Maïssa Mèd Saïd) sur les inégalités de genre dans l'espace public, de septembre à novembre 2025, a été également accompagné par la Chaire. La Chaire a soutenu le projet développé par l'Université de Sousse de candidature en 2024 pour une chaire UNESCO en santé. Enfin, Jean-Christophe Martin, responsable de la Chaire, s'est rendu à l'Université en octobre 2025 pour prononcer une [conférence](#) (sur « Les enjeux juridiques contemporains relatifs à l'exploitation durable et équitable des ressources de la mer au-delà de la juridiction nationale ») et rencontrer la Doyenne de la Faculté de droit et science politique et plusieurs collègues.

- **Institut international de droit humanitaire (Italie - ONG)**

L'[IIDH](#) est un partenaire majeur de l'IdPD et un partenaire naturel de la Chaire P2D. Plusieurs actions de la Chaire sont réalisées avec l'IIDH. Le diplôme d'université « Droit international européen » est mis-en-œuvre conjointement. L'IIDH coordonne le « [Education Inspiring Peace Lab](#) » dont UniCA est membre (représenté par l'IdPD) et que la Chaire P2D soutient. L'IIDH a participé au colloque sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits (communication du Secrétaire général) et participe au « groupe d'amis » du bureau de la Représentante spéciale des Nations Unies sur le sujet.

- **Université de Milan-Bicocca (Italie)**

La coopération avec l'Université Milano-Bicocca (UniMiB) est intense et concerne des actions importantes de la Chaire. D'une part, le programme de cotutelle de thèses en droit international a produit de bons résultats (cf. *supra*). D'autre part, les écoles d'été du réseau EMOJIE (cf. *supra*) sont organisées par l'IdPD et la Chaire UNESCO P2D d'Université Côte d'Azur en coopération scientifique avec l'UniMiB. Ainsi, l'édition 2022 (la première dans le cadre de la Chaire) a été organisée à Milan, accueillie par l'UniMiB, de même que l'édition 2025 (cf. *supra*).

Les contacts sont bien établis mais des activités concrètes n'ont pas encore été réalisées avec un autre partenaire annoncé pour la Chaire, l'Université fédérale du Minas Gerais (Belo Horizonte, Brésil). Le professeur Lucas Lima est attendu à Nice en mai 2026.

B/ De nouveaux partenariats développés

Sur le plan académique, le principal partenariat développé est celui avec l'**Université Laval** (Québec, Canada), dans le contexte du partenariat privilégié établi par UniCA avec cette université. Il permet de créer une synergie entre deux chaires UNESCO : la Chaire P2D et la **Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles** sous la responsabilité de la professeure Véronique Guèvremont, accueillie en 2024 à Nice (cf. *supra*). Mais les partenariats établis en soutien de la Chaire sont caractérisés par la diversité et la qualité des partenaires :

- **Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit**

La coopération entamée avec le Bureau de la Représentante spéciale Pramila Patten a été lancée formellement dans le cadre du colloque de janvier 2024 (cf. *supra*), à l'occasion duquel un *doctorat honoris causa* a été remis à Madame Patten. Elle s'est prolongée par la participation à l'évènement marquant, au siège des Nations Unies, les 15 ans du mandat de la Représentante spéciale. Elle se prolonge aussi par la constitution d'un « groupe des amis » du Bureau, coordonné par le cadre de la Chaire et un nouveau colloque co-organisé à Paris, le 27 novembre 2025, avec le Bureau, BSF et le soutien de la Ville de Paris.

- **Bibliothèques Sans Frontières** (ONG)

Une convention de partenariat a été conclue par UniCA avec BSF (nov. 2021), à l'initiative de l'IdPD auquel la mise en œuvre est confiée, dans le contexte de la Chaire UNESCO P2D. Des activités variées et fructueuses ont été mises en place. Une consiste notamment à la collecte annuelle d'ouvrages par le Service commun de documentation au profit de BSF, en vue de leur déploiement dans les Ideasbox. Une autre a consisté dans l'organisation conjointe du colloque de Nice sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits (cf. *supra*). La coopération dans ce domaine se poursuit, avec le projet de publication d'un ouvrage sur le sujet et la constitution du « groupe d'amis » du Bureau des Nations Unies sur le sujet.

- **Plan Bleu**

Le Plan Bleu est l'un des centres d'activité du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Basé à Marseille, il est chargé de produire des études et des scénarios pour l'avenir afin de sensibiliser les parties prenantes et les décideurs méditerranéens aux questions d'environnement et de développement durable de la région. La coopération, formalisée par un accord de partenariat, a consisté en des invitations croisées à participer à des évènements sur le développement durable en Méditerranée², des coopérations informelles sur des questions de droit en la matière, ainsi qu'un mandat pour la clinique juridique AJIRE.

- **Forum de Paris sur la Paix**

Le Forum de Paris sur la Paix (FPP) est une initiative internationale, lancée par le Président de la République française en 2018, réunissant acteurs étatiques et non-étatiques sur les questions de gouvernance mondiale et de multilatéralisme. Si des membres de la Chaire ont participé à des éditions du Forum, un partenariat avec le FPP a été formalisé en avril 2024 grâce à la Chaire P2D. Il porte spécifiquement sur les enjeux de sécurité alimentaire en Afrique. Sur cette base, UniCA s'est engagée dans l'Appel à une mobilisation multi-acteurs pour un développement agricole durable en Afrique - Paris Peace Forum, et a ainsi rejoint cette coalition du FPP, qui résonne pleinement avec ses valeurs et engagements. Une coordination

² Voir aussi la participation de Jean-Christophe Martin aux « Rendez-vous du Plan Bleu #4 », 6 avril 2023.

conduite par la Chaire vise actuellement à mettre en lien l'action du FPP dans ce domaine et le [projet européen NEEMA](#) sur la **résilience alimentaire par l'agriculture durable en Afrique**, dont UniCA est membre (y participent deux membres de la Chaire : Julien Dellaux et Jean-Christophe Martin).

- **Agence Universitaire de la Francophonie (Bureau pour l'Europe occidentale)**

Une coopération a été établie avec l'AUF – Europe occidentale autour d'enjeux de **diplomatie scientifique**. Un projet conjoint – cofinancé par les deux partenaires – a été défini, qui contient deux volets. Le premier consiste dans la réalisation d'un **MOOC** en français sur la diplomatie scientifique (cf. *supra*). Le deuxième volet consiste dans la formation des étudiants à la diplomatie scientifique au travers d'un exercice de **simulation de négociations** en français (qui a été réalisé en octobre 2024 à Bruxelles (cf. *infra*)) sur un sujet relevant de l'objet de la Chaire (négociations fictives au sujet, crucial en matière de développement (mais aussi de relations pacifiques...), du nouveau traité des Nations Unies sur la haute mer (dit « BBNJ ») relatif à l'exploitation durable des ressources marines au-delà de la juridiction nationale.

- **Réseau francophone de droit international**

La Chaire UNESCO P2D coopère avec le RFDI au sujet du concours de procès simulé en droit international Charles Rousseau. Ce concours, le plus important et réputé en langue française dans le monde, existe depuis 40 ans. Deux membres de la Chaire y contribuent depuis quatre ans (J.-Ch. Martin et A. Millet-Devalle, qui est membre du conseil d'administration du RFDI) en qualité de juges.

Cette coopération connaît une réalisation particulière en 2026, avec l'organisation à Nice, avec le soutien de la Chaire UNESCO P2D, de la [41^{ème} édition du concours](#). Le cas fictif a été élaboré par deux membres de la Chaire (J.-Ch. Martin et A. Millet-Devalle) et V. Thool (Université de Sherbrooke) sur des enjeux relatifs à des activités en mer (pêcheries illicite) qui relèvent du thème de la Chaire. 32 équipes d'universités du monde entier sont inscrites.

C. Pilotage du nouveau pôle d'excellence sur la paix des chaires UNESCO françaises

La Chaire UNESCO P2D a été choisie pour piloter le **pôle d'excellence sur la paix** en cours de création à l'initiative de la Commission nationale française pour l'UNESCO (CNFU). Le responsable de la Chaire P2D est ainsi chargé par Madame Suzy Halimi (CNFU) d'impulser et conduire les interactions entre plusieurs chaires UNESCO rattachées à des universités françaises et liées au thème de la paix. Une prospection vient d'être engagée afin de constituer ce pôle en identifiant les chaires françaises concernées.

II.7. Diplomatie scientifique

Afin de « promouvoir le droit international dans un contexte critique », l'un des objectifs généraux définis pour la Chaire, celle-ci est engagée dans une mission de **diplomatie scientifique** au sein d'UniCA et dans le cadre de coopérations internationales. Cette action se compose de plusieurs volets, dans lesquels la Chaire UNESCO P2D a été systématiquement mise en avant.

> Action de **diplomatie scientifique** dans le domaine des réponses aux **changements climatiques**

La Chaire UNESCO P2D participe activement à l'engagement d'Université Côte d'Azur dans ce domaine, qui présente des enjeux forts en termes de paix³ et de développement. Julien Dellaux et Jean-Christophe Martin participent aux actions conduites par UniCA et aux délégations d'UniCA aux COP climat (COP 27 à Charm el-Cheikh, COP 28 à Dubai, COP 29 à Bakou et COP 30 à Belém) et pré-COP climat (Bonn).

Participation à deux panels organisés par le pavillon « Science for climate action » de la **COP 27** de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), Charm El-Cheikh, 15 et 16 novembre 2022 :

- Panel « Sustainable water and marine resources: the challenge of climate and biodiversity crisis » : contribution « The “water security” paradigm: towards a multidimensional perspective in international law » ;
- Panel « Indigenous knowledge: back to the roots to build resilience », contribution: « Indigenous knowledge: An effective protection under international law? ».



Panel « *Indigenous knowledge: back to the roots to build resilience* » à la COP 27, Charm el-Cheikh

Contribution de J.-Ch. Martin sur
« *Indigenous knowledge: An effective protection under international law?* »

Participation à un panel organisé par le pavillon « Science for climate action » de la **COP 28** de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), Dubai, 30x30 Target and Climate Action, 4 décembre 2023 : « 30x30 Target and Climate Action ».



Participation de J.-Ch. Martin à un panel sur le pavillon « Science for climate action » de la COP 28 à Dubai, avec le Secrétaire de la Convention des Nations Unies sur la biodiversité + Nice-matin

³ Sur cette dimension intitulée « sécurité climatique » aux Nations Unies, voir notre plaidoyer « [Governance issues and dissensus about 'climate security' in the United Nations](#) », 2023.

Participation à trois panels à la **COP 29** de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), Bakou :

- Panel « What can Ocean Decade to foster the Triple Crisis solutions » - pavillon « Science for climate action », 15 novembre 2024 ;
- Panel « Shipping and Climate: Addressing the Triple planetary Crisis » - pavillon « Science for climate action », 15 novembre 2024 ;
- Panel « Enhancing and enabling climate solutions with higher education » - UNFCCC side event, 18 novembre 2024.



Participation à un « *side-event* » officiel CCNUCC et à un panel du pavillon « Science for climate action » à la COP 29 à Bakou

Participation à trois panels à la **COP 30** de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (UNFCCC), Belém - pavillon Science for Climate Action :

- Introduction et modération du panel : « Climate Diplomacy: Restoring Trust for Climate Action », 11 novembre 2025 ;
- Contribution au panel « Science Diplomacy in the Context of the Climate Crisis: The Strategic Role of Philanthropy and Universities », 11 novembre 2025 ;
- Contribution au panel « From Ratification to Implementation: The Future of the BBNJ Agreement », 14 novembre 2025.



Ouverture et modération du panel d'inauguration du pavillon « Science for climate action » à la COP 30 à Belém (avec le Secrétaire du GIEC et la Secrétaire générale de l'Organisation météorologique mondiale)

> Action de **diplomatie scientifique** dans le réseau **U7+**

Le réseau U7+ réunit les universités d'excellence des pays du G7, plus quelques universités du Sud. Jean-Christophe Martin participe aux groupes de travail pérennisés « *Peace and Security* » et « *Academic Freedom* ».

> Action de **diplomatie scientifique** dans le cadre de la troisième **conférence des Nations Unies sur l'océan** (UNOC3) à Nice

La Chaire UNESCO P2D a participé à l'organisation d'actions dans le cadre du sommet « UNOC 3 » à Nice (du 9 au 13 juin 2025, conférence scientifique du 4 au 6 juin 2025). Trois *side-events* ont été organisés à l'IdPD et soutenus par la Chaire UNESCO P2D.

Jean-Christophe Martin a été membre de la [délégation officielle d'UniCA à l'UNOC3](#), sous le statut d'observateur. En particulier, participation à la manifestation parallèle officielle de la 3^{ème} conférence des Nations Unies sur l'océan (Nice, 13 juin 2025 – zone bleue), coordonné par l'International Science Council sur “Bridging Science, Policy and Action: Enhancing cross-sectoral collaboration for inclusive and equitable ocean management and governance”. Contribution : « How can universities foster science-policy partnerships in marine conservation and strengthen the role of science in area-based management tools including Marine Protected Areas? ».



> Participation au **pré-sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation**, 28-30 juin 2022, UNESCO (Paris)

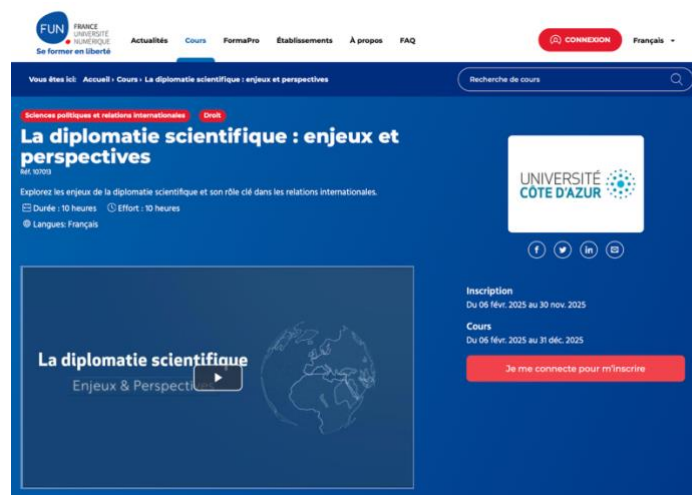
La Chaire tout juste créée, Jean-Christophe Martin a été invité à participer à ce sommet, qui a permis une bonne entrée en matière pour la Chaire, permettant la rencontre, au siège de l'UNESCO, de nombreux responsables de chaires UNESCO, ainsi que des agents de l'organisation.

> **Formation à la diplomatie scientifique**

En partenariat avec l'**Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) - Europe occidentale**, a été établi un programme de formation en français sur la diplomatie scientifique. Il vise à promouvoir le rôle des universités et de la science dans l'appréhension des enjeux diplomatiques contemporains. La contribution des universités aux processus diplomatiques internationaux en matière de paix et de développement est en particulier

ciblée. Comme cela a été indiqué *supra*, un **MOOC en français sur la diplomatie scientifique** a été réalisé (ouvert en février 2025), ainsi qu'un exercice de simulation de négociations en français. Cet exercice a été mis en œuvre, avec l'AUF, pour des étudiants de master, à Bruxelles, en octobre 2024.

Le MOOC « La diplomatie scientifique : enjeux et perspectives »



Ce cours en ligne vise à sensibiliser et initier aux enjeux et perspectives contemporains de la diplomatie scientifique, champ d'action situé à l'intersection de la recherche scientifique et des relations internationales. Conçu pour initier les acteurs du monde académique et ceux des cercles diplomatiques, mais accessible à toute personne intéressée, il permet une découverte progressive du domaine, complexe et évolutif, au travers d'une approche combinant explications théoriques et illustrations tirées de la pratique. Les différentes dimensions de diplomatie scientifique y sont présentées, y compris celle relative aux réponses qu'appellent les grands défis mondiaux, tels que le triple-défi environnemental changement climatique - perte de biodiversité - pollution, le développement de l'intelligence artificielle, la régulation du cyberspace, les perspectives relatives aux grands fonds marins et à l'espace extra-atmosphérique, les enjeux de sécurité alimentaire, de sécurité sanitaire...

Le cours, d'un volume estimé à 10 heures, est organisé en six modules :

- Module 1 : Introduction générale à la diplomatie scientifique
- Module 2 : Unité et diversité de la diplomatie scientifique
- Module 3 : Diplomatie scientifique et défis globaux
- Module 4 : Acteurs et enceintes de la diplomatie scientifique
- Module 5 : Intégrité de la science et valeurs dans la diplomatie scientifique
- Module 6 : Conclusion générale

L'enseignement consiste en des vidéos, claires et synthétiques, accompagnées de supports écrits ajoutant au texte des vidéos certains éléments d'approfondissement, ainsi que des références d'ouvrages et des liens hypertextes vers les ressources externes pertinentes.

En complément, sont proposées quatre vidéos d'entretiens avec des acteurs de la diplomatie scientifique : Saranne Comel, Directrice opérationnelle « International et Europe » de l'Initiative d'Excellence (IDEX) et Ulysseus European University à Université Côte d'Azur - Donatienne Hissard, directrice générale de Campus France - Siegfried Walch, Responsable des

études et Responsable Ulysseus European University à MCI (Autriche) - Olfa Zéribi, directrice du bureau Europe occidentale de l'Agence universitaire de la francophonie.

Le cours est proposé dans un format entièrement asynchrone sur la plateforme « France Université Numérique » (FUN MOOC) : <https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/la-diplomatie-scientifique-enjeux-et-perspectives/>.

Disponible depuis le 6 février 2025, il suscite depuis son lancement un fort intérêt, ayant déjà reçu plus de 5300 inscriptions.

L'exercice de simulation sur le traité sur la haute mer

Hébergé par l'AUF-Europe occidentale à Bruxelles, cet exercice de simulation en français de trois journées, du 28 octobre au 1^{er} novembre 2024, a réuni treize étudiants (et six encadrants) d'universités partenaires d'UniCA : Université de Sherbrooke (Canada) ; Université Laval (Canada) ; Université Mohammed VI Polytechnique (Maroc) ; Université de Lausanne (Suisse) ; Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) ; Université d'Etat d'Haïti.

Dans chaque établissement, deux étudiant(e)s ont été sélectionnés pour participer aux travaux, l'un représentant le pays de l'université, l'autre un autre État (État développé / en développement).

Cette négociation fictive a simulé la première session du Comité sur l'accès et le partage des bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques de la haute mer, organe établi par l'article 15 de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale », dit « traité sur la haute mer » ou « accord BBNJ ».

Aux termes des négociations, les étudiants sont parvenus à adopter un texte de recommandations.

Accord BBNJ	A/CAPA.001/2025/INF.2
Conférence des Parties	Distr. Générale 6 mars 2025 Français Original : Français

Comité sur l'accès et le partage des avantages

Première session
Bruxelles, 4 mars - 6 mars 2025

Recommandations pour la Conférence des Parties

I. Introduction

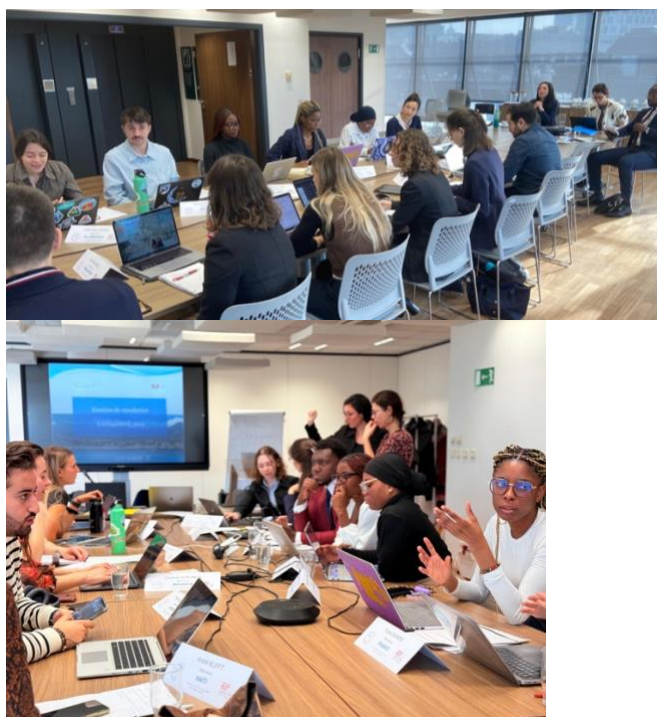
1. La première session du Comité sur l'accès et le partage des avantages (le Comité ou CAPA), convoqué sous les auspices de la Conférence des Parties, en application des articles 14 et 15 de l'Accord se rapportant à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale », dit « traité sur la haute mer » ou « BBNJ », s'est tenue les 4, 5 et 6 mars 2025 à Bruxelles.

2. Cette session a permis au Comité de définir une première liste de lignes directrices que le Comité souhaite recommander à la Conférence des Parties, en application de l'article 15 § 3 de l'Accord, sur quatre aspects relatifs à la Partie II de l'Accord.

II. Texte des lignes directrices recommandées

4. Le Comité a traité quatre sujets dans le cadre de l'ordre du jour qu'il a adopté par consensus à l'ouverture de la session, dont la liste suit :

- A - Collecte in situ des RGM des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, y compris les aspects relatifs au système de notification (art. 12 de l'Accord) ;
- B - Partage des avantages non monétaires, y compris les aspects relatifs à l'accès aux informations de séquençage génomiques sur les RGM des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ;
- C - Connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales dans le cadre de la Partie II de l'Accord ;
- D - Suivi et rapports sur la Partie II de l'Accord.



CONCLUSION

La Chaire UNESCO « Paix et développement par le droit » attribuée à Université Côte d'Azur a été établie avec enthousiasme et conviction. Les actions annoncées dans la candidature ont été réalisées ou engagées, mais d'autres actions ont été réalisées au-delà du programme initialement défini ; plusieurs partenariats prestigieux et fertiles ont également été conclus, avec une variété d'acteurs-clés. Ces activités confirment la pertinence du domaine de la Chaire et l'intérêt qu'elle suscite, par un très bon positionnement institutionnel et collaboratif, ainsi que par la qualité de l'équipe constituée pour l'animer.

La période initiale de la Chaire a permis de concevoir – avec succès – des cadres et supports efficaces pour les activités de la Chaire, dans les domaines administratif, financier, de communication. Un socle robuste a été constitué et une bonne visibilité assurée pour permettre à la Chaire de poursuivre ses actions, qui pourront être étendues et diversifiées encore au gré de la montée en puissance de la Chaire dans le temps. La Chaire P2D est désormais connue et reconnue, tant au sein d'Université Côte d'Azur qu'en dehors, dans les cercles académiques et au-delà.

Le soutien de l'établissement, par le truchement de l'ensemble de ses directions et composantes, constitue en soi un facteur déterminant. S'y ajoute le soutien de la Commission nationale française pour l'UNESCO, également à souligner, et son projet de positionner la Chaire P2D dans l'un des pôles d'excellence (celui sur la paix) envisagés en France pour mettre les chaires UNESCO en synergie.

Si elle est renouvelée, la Chaire sera conduite de manière à renforcer encore la coopération de la Chaire P2D avec l'UNESCO, dans l'objectif de contribuer à la réalisation de son mandat. L'engagement du responsable de la Chaire comme des membres de l'équipe et des services impliqués de l'université est, à cet égard, encouragé et renforcé par le succès des premières réalisations et l'engouement suscité par le projet.

Le responsable de la Chaire UNESCO P2D
Professeur Jean-Christophe Martin

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'JCM', is written over a faint, light blue rectangular stamp.

ANNEXE 1

(retour ♦)

L'équipe de la Chaire UNESCO P2D

La Chaire est placée sous la responsabilité de [Jean-Christophe Martin](#). L'équipe de la Chaire est composée, sur la période couverte par le présent rapport, de huit membres, qui sont enseignants-chercheurs rattachés au Laboratoire de droit international et européen (LADIE UPR 7414) et membres de l'IdPD.

JULIEN ANCELIN

[Julien Ancelin](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Il est spécialiste de questions de sécurité et défense, en particulier en matière de droit des armes, ainsi que des enjeux juridiques relatifs à l'espace extra-atmosphérique. Il anime un programme de recherche sur les usages stratégiques du droit international et le "*lawfare*" et participe à l'organisation du DU « Droit et métiers de la diplomatie » établi dans le cadre de la Chaire. Il codirige le parcours de master « Sécurité internationale, défense, intelligence économique ».

JULIEN DELLAUX

[Julien Dellaux](#) est professeur de droit public à Université Côte d'Azur, qu'il a rejoint en 2022. Julien Dellaux est spécialiste de droit international de l'environnement, du régime international du climat et, dans ce contexte notamment, des enjeux relatifs à la forêt. Il travaille également sur les problématiques relatives aux peuples autochtones et communautés locales. Il participe en particulier aux actions de la Chaire relatives aux COP climat et organise le colloque sur le contentieux international climatique.

MAGALI LEHARDY

[Magali LEHARDY](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Elle est spécialisée en droit de la mer et droit de l'environnement. Elle s'intéresse notamment aux ressources biologiques et génétiques marines, ainsi qu'aux aires marines protégées. Elle codirige le parcours de master "Droit de la mer et des activités maritimes".

JULES LEPOUTRE

[Jules Lepoutre](#) est professeur de droit public à Université Côte d'Azur. Spécialistes des questions migratoires et de nationalité, il dirige depuis juin 2024 le Laboratoire de droit international et européen (LADIE (UPR 7414)). Il porte le projet ANR « Immigrés et Émigrés. Le demos face au mouvement migratoire – DEMIG ». Il est également responsable du parcours de master « Migration Studies – majeure International and European Law ».

MEHDI MEZAGUER

[Mehdi Mezaguer](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Spécialiste de droit de l'Union européenne, il travaille sur des enjeux relatifs à la libre circulation dans l'Union et les

questions juridiques relatives aux migrations. Il codirige le parcours de master "Droit économique de l'Union européenne". Il développe les activités de clinique juridique (AJIRE) et anime en particulier la coopération avec l'ONG FairSquare.

ANNE MILLET-DEVALLE

[Anne MILLET-DEVALLE](#) est professeure de droit public à Université Côte d'Azur, où elle a dirigé le LADIE (UPR 7414) jusqu'en mai 2024. Elle a également été titulaire de la chaire Jean Monnet "UE et gestion des crises". Anne MILLET-DEVALLE est spécialiste des questions de sécurité internationale et défense, en particulier le droit du désarmement, le droit international humanitaire et l'action humanitaire. Elle dirige le parcours de master "Sécurité internationale, défense, intelligence économique" et le DU "Droit international humanitaire". Dans le cadre de la Chaire UNESCO P2D, elle assure en particulier la coordination des écoles d'été du réseau EMOJIE, organise des conférences et coorganise le colloque de la SFDI 2025 sur « Art et droit international ». Elle joue un rôle clé dans l'obtention des cofinancements.

NICOLAS PIGEON

[Nicolas PIGEON](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Il est spécialiste de droit de l'Union européenne, en particulier dans le domaine économique, et s'intéresse aux relations extérieures de l'Union européenne, notamment à la politique de développement. Il codirige le parcours de master "Droit économique de l'Union européenne", et contribue au projet de cycle de conférences sur "La pratique du développement" dans le cadre de la Chaire P2D.

JULIE TRIBOLO-FERRAND

[Julie TRIBOLO-FERRAND](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Elle est spécialiste de droit international humanitaire, des questions internationales relatives au règlement pacifique des différends, et travaille sur la notion de confiance dans le droit des relations internationales. Elle dirige le DU "Droit et métiers de la diplomatie", qu'elle a conçu et créé.

DANIEL VENTURA

[Daniel VENTURA](#) est maître de conférences en droit public à Université Côte d'Azur. Il est spécialiste des questions relatives aux sanctions internationales, à la protection des droits humains, et travaille sur la dialectique ordre/désordre en droit international. Il codirige le parcours de master "Gouvernance et financement du développement". Il est responsable de la clinique juridique AJIRE, anime le cycle de conférences "Ordre et désordre international", soutenu par la Chaire P2D, et contribue au cycle de conférences "La pratique du développement".

ANNEXE 2

(retour ♦)



SYMPOSIUM
Nice – January 25&26, 2024

Combating Conflict-Related Sexual Violence Normative Frameworks and Operational Action

Liste des participants :

- Ida ANDERSEN: MHPSS & Addressing Sexual Violence Advisor, **International Committee of the Red Cross – ICRC**
- Céline BARDET, Founder and President of the **NGO "We Are NOT Weapons Of War" (WWoW)**
- Gian Luca BERUTO, Secretary general of the **International Institute for Humanitarian Law**
- Anne Marie de BROUWER: Director of **IMPACT- Center Against Human Trafficking and Sexual Violence in Conflict**
- Katrien COPPENS: Executive director of **Dr Mukwege Foundation**
- Anne-Marie DESCÔTES: Secretary general of the **Ministry of Europe and Foreign Affairs, France**
- Lorraine DUMONT: **Max Planck Foundation for International Peace and the Rule of Law**
- Joya ELIAS: Programme manager at **International Institute for Justice and the Rule of Law**
- Paola FORGIONE: Legal Advisor at **International Committee of the Red Cross**
- Lindsay FORSLUND, Political Affairs Officer, Deputy coordinator, Office of the SRSG on Sexual Violence in Conflict, **United Nations**
- Jeremy LACHAL: Executive director of **Bibliothèques Sans Frontières**
- Martial MANET: Associate researcher - Member of the "young researchers" network of the ANR project on sexual violence and childhood at war

- Jean-Christophe MARTIN: Director of the IdPD – UNESCO Chair on “Peace and Development through Law”, Université Côte d’Azur
- Paolina MASSIDDA: Principal Counsel of the independent Office of Public Counsel for Victims (OPCV) at the **International Criminal Court** and counsel representatives in the Dominic Ongwen Case
- Jocelyne MILANDOU KANZA: Magistrate, National President of the Association of Women Jurists of Congo - Coordinator of the **National Network to Combat Gender-Based Violence** (Renalvisco)
- Anne MILLET-DEVALLE, Professor of international and European law, Jean Monnet Chair on "EU and crisis management", Université Côte d’Azur
- Pramila PATTEN: United Nations Special Representative on Sexual Violence in Conflict & **Under-Secretary-General of the UN**
- Pierre SALIGNON, Head of the humanitarian and stabilization operations center (CDCS) - **Ministry of Europe and Foreign Affairs**, France
- Emmanuelle SAULNIER-CASSIA: Professor of European law, Université de Versailles-Saint-Quentin-Paris-Saclay
- Jean de Dieu SIKULIBO: Diakonia International Humanitarian Law Resource Centre in the Sahel region
- Bérangère TAXIL, Professor of international and European law, Université d’Angers, director of the ANR project "Violences sexuelles et enfance en guerre"
- Muriel UBEDA-SAILLARD: Professor of international law, Université de Lille, Council for the RDC before the ICJ in the case against Uganda (case Armed Activities on the Territory of the Congo - reparations judgment)
- Tendance Prisca VOUEZOLO BONGAT: Judge (Tribunal of Brazzaville), Public Prosecutor at the Administrative Court of Pointe-Noire
- Patrick WEIL: President of Bibliothèques Sans Frontières
- Winthrop WELLS: Senior Manager, Programs and Policy Planning at International Institute for Justice and the Rule of Law
- Marie WILMET: European University Institute & Université Paris-Assas

Diplôme d'université
« Droit et métiers de la diplomatie »

Programme détaillé des enseignements

- UE Géopolitique et politique étrangère (enseignements assurés à distance) :
 - 1 cours obligatoire : Politique étrangère de la France (15hCM)
 - 6 cours au choix parmi : Enjeux environnementaux et climatiques (15hCM), Droit des organisations internationales (20hCM), Droit des relations extérieures de l'Union européenne (30hCM), Droit du désarmement et de la non-prolifération (20hCM), Enjeux de sécurité maritime (20hCM), Enjeux de l'espace extra-atmosphérique (20hCM), Enjeux de cybersécurité (20hCM), Méthodologie de l'analyse géopolitique (20hCM), Droit de la sécurité internationale (20hCM).
- UE Droit diplomatique (enseignements assurés à distance) :
 - Missions des agents diplomatiques (20hCM)
 - Régime des privilèges et immunités (20hCM)
- UE Mises en situation en poste diplomatique (enseignements assurés en présentiel) :
 - Veille informationnelle et synthèses (10hCM)
 - Rédaction politique et notes diplomatiques (10hCM)
 - Préparation d'un entretien de haut niveau (4hCM)
 - Préparation d'une visite de haut niveau (4hCM)
 - Préparation d'une négociation multilatérale (8hCM)
- UE Insertion professionnelle (enseignements assurés en présentiel) :
 - Organisation/missions du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Service européen d'Action extérieure (5hCM)
 - En option : Préparation aux concours d'accès aux postes diplomatiques (15hCM)

Volume horaire global pour l'ensemble de la formation : 211 à 241 heures de cours selon options.

ANNEXE 4

(retour ♦)

Liste des universités représentées dans le réseau « EMOJIE » et des référents participants

- Université Côte d’Azur (Prof. Jean-Christophe Martin, Anne Millet-Devalle)
- Université d'Aberdeen (Prof. Irène Couzigou)
- Université Libre de Bruxelles (ULB) (Prof. Anne Lagerwall)
- Université de Bucarest (Prof. Liviu Popescu)
- Université degli Studi Firenze (Prof. Micaela Frulli)
- Université Laval (Prof. O. Delas, Chaire Jean Monnet)
- Université de Lyon III (Prof. Pierre-François Laval et Kiara Neri)
- Université de Macerata (Prof. Andrea Caligiuri)
- Université de Milan Bicocca (Prof. M. Arcari, A. Tancredi)
- Université d’Etat de Moldavie (Prof. Violeta Cojocaru)
- Université du Québec à Montréal (Prof. François Roch)
- Université degli Studi della Campania « Luigi Vanvitelli », Naples, (Prof. Chiara Vitucci)
- Université d’Ottawa (Prof. Geneviève Dufour)
- Université de Palerme (Prof. Enzamaria Tramontana)
- Université Paris I (Prof. Paolo Palchetti)
- Université Paris Nanterre (Prof. Franck Latty, Pierre Bodeau-Livinec)
- Université Sapienza (Rome), (Prof. Beatrice Bonafé)
- Université de Sherbrooke (Prof. David Pavot)
- Université de Szeged (Prof. Péter Kruzslicz)
- Université de Toulon (Prof. Louis Balmond)
- Université de Tunis-Carthage (Prof. Haykel Ben Mahfoudh)
- Université de Varsovie (Prof. Władysław Czapłinski)
- Université de Versailles Saint Quentin (Prof. E. Saulnier Cassia)

ANNEXE 5

(retour ♦)

Accueil de l'atelier régional de renforcement des capacités du Tribunal international du droit de la mer

L'Institut de la Paix et du Développement a coopéré avec le Tribunal international du droit de la mer pour accueillir à Nice le 16^{ème} atelier régional de renforcement des capacités sur le droit de la mer et le règlement pacifique des différends. L'atelier s'est tenu les 1^{er} et 2 juin 2023 et a bénéficié du soutien de la Ville de Nice, qui soutient la Chaire UNESCO P2D (cf. lettre de soutien jointe à la candidature).

Cette coopération, qui répond aux objectifs de promotion du règlement pacifique des différends, de soutien au multilatéralisme et de contribution au renforcement des capacités, a mis en lumière l'engagement de l'IdPD, d'Université Côte d'Azur et de sa Chaire UNESCO P2D qui y a été présentée. Ainsi, cette opération a contribué au rayonnement international de l'établissement et a permis d'établir une coopération, qui se prolongera notamment par la participation de Madame la juge Ida Caracciolo au colloque des 3-4 octobre 2024 organisé, dans le cadre de la Chaire, sur le contentieux climatique.

ITLOS/Press 337
1 juin 2023



INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Communiqué de presse

LE SEIZIÈME ATELIER RÉGIONAL DU TIDM S'OUVRE EN FRANCE

Le 1^{er} juin 2023, M. le juge Albert Hoffmann, Président du Tribunal, a ouvert le seizième atelier régional du Tribunal consacré au « rôle du Tribunal international du droit de la mer dans le règlement des différends relatifs au droit de la mer ».

Cet atelier de deux jours se tient à Nice (France) et est organisé en coopération avec l'Institut de la Paix et du Développement de l'Université Côte d'Azur et avec l'appui de la République de Chypre, de la France et du *Korea Maritime Institute*. Il accueille des représentants de l'Algérie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la France, de l'Italie, de Malte, du Monténégro, du Maroc, de la Slovénie et de l'Union européenne, ainsi que des membres de l'Université Côte d'Azur.



Photo de l'Université Côte d'Azur

ITLOS/Press 347
6 décembre 2023



INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Communiqué de Presse

LE PRÉSIDENT HEIDAR S'ADRESSE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

M. le juge Tomas Heidar, Président du Tribunal international du droit de la mer, a prononcé une allocution hier devant la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies réunie en séance plénière, à l'occasion de l'examen du point 75 a) de son ordre du jour (« Les océans et le droit de la mer »).

Abordant ensuite les activités du Tribunal dans le domaine du renforcement des capacités, le Président a exprimé ses remerciements à l'Institut de la paix et du développement de l'Université Côte-d'Azur, qui a coorganisé l'atelier régional du Tribunal tenu à Nice (France) en juin 2023, et il a remercié la République de Chypre, la France et le *Korea Maritime Institute* pour leur appui financier. Il a également

**Concept note du colloque de Paris
sur les violences sexuelles liées aux conflits**



**Bibliothèques
Sans Frontières**
Libraries Without Borders



**UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR**

United Nations



United Nations

OFFICE OF THE SPECIAL REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL
ON SEXUAL VIOLENCE IN CONFLICT

TEL: 1 (212) 963 0894 • FAX: 1 (212) 963.0590

**"Beyond Borders: Multi-Stakeholder Partnerships
for CRSV Prevention and Recovery"
Concept Note**

Thursday 27 November | Paris

**Organized by Bibliothèques Sans Frontières, Université Côte d'Azur, Ville de Paris and the
Office of the Special Representative of the Secretary General on Sexual Violence in Conflict**

Background & Rationale

Drawing from the success of the 2024 Nice Symposium “*Combating Conflict-Related Sexual Violence, Normative Frameworks and Operational Action*”, the Office of the Special Representative of the Secretary General on Sexual Violence in Conflict (OSRSG-SVC), under the strategic leadership of the UN Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict (SRSG-SVC), is seeking to pursue and expand its innovative partnerships with Bibliothèques Sans Frontières (BSF), Université Côte d’Azur and the Ville de Paris across different conflict settings to turn the policy of preventing conflict-related sexual violence (CRSV) into practice. This partnership stands as a compelling example of effective collaboration between public, private, academic and civil society actors, as highlighted in *Sustainable Development Goal 17 – Strengthen the means of implementation and revitalize the Global Partnership for Sustainable Development* which recognizes multi-stakeholder partnerships as important vehicles for mobilizing and sharing knowledge, expertise, technologies and financial resources to achieve the SDGs globally.

2025 saw proliferating and escalating conflicts marked by widespread patterns of CRSV, amid record levels of displacement, rising militarization, and a shrinking civic space. Despite mounting needs, humanitarian access was curtailed or blocked by parties to conflict. The 2024 *Conflict-Related Sexual Violence Report of the United Nations Secretary General* (hereinafter referred to as ‘the Report’) which serves as a global advocacy instrument and an official public record, paints a disturbing picture of sexual violence being used as a tactic of war, torture, terrorism and political reprisal.

The Report covers 21 country situations, including 14 conflict settings, four post-conflict settings, and three additional situations of concern, for which credible information is currently available based on cases documented and verified by the UN. It documents more than 4,500 UN-verified cases of CRSV committed in the course of 2024, which represents a 25% increase from the number of cases recorded in 2023 (3,688 cases). Most incidents targeted women and girls (93 per cent). While the Report conveys the severity and brutality of verified incidents, it does not purport to reflect the full scale or prevalence of this crime.

While significant normative progress has been achieved at the global level, the partnership between OSRSG-SVC and BSF demonstrates how commitments can be translated into tangible change that prevents further harm to survivors and supports long-term recovery. Indeed, CRSV often leads to long-lasting consequences, including social exclusion, loss of livelihood, serious health issues, and intergenerational trauma. Survivors and at-risk groups must be protected and empowered through comprehensive and multisectoral assistance, including medical, psychosocial, safety/security, livelihoods and justice services. Indeed, the fight against impunity for sexual violence is a cornerstone of the healing journey for survivors. From the very first interactions with judicial authorities—through investigations, prosecutions, trials, and sentencing—it is imperative that all actors adopt a survivor-centered and trauma-informed approach. This means placing the survivor’s well-being, safety, and dignity at the heart of every step of the justice process. True accountability is not simply about punishing perpetrators, but also about recognizing the harm suffered, restoring trust in institutions, and ensuring that survivors are supported throughout their pursuit of justice.

Building on the success of the 2024 Nice Symposium which led to the development of a Group of Friends of the sexual violence in conflict mandate, a dynamic platform to exchange innovative ideas and solutions to address CRSV, this event will explore three key avenues for prevention and mitigation, with the aim of ensuring that survivors are supported in rebuilding their lives. Throughout the day, the event will explore how various levels of government and public affairs, most notably cities, can play a vital role in supporting survivors.

Expected Outcomes

Statements by the panelists, academia and senior United Nations officials, as informed by the perspectives of survivors and civil society representatives, will *foster more effective cross-sectoral partnerships aimed at addressing this scourge*. The event will make the case for developing new and expanding existing innovative partnerships between public, private and civil society actors.

Event format

All activities below are taking place in Ville de Paris on November 27th 2025. Some activities overlap.

Hackathon

Throughout the day, BSF's annual hackathon will take place in parallel to ongoing panels and discussions. The hackathon will bring together over 100 corporate employees to collectively imagine future NGO projects aimed at making access to knowledge a driver of resilience and empowerment for women and girls around the world.

Morning Session: Symposium

The Symposium will provide a cross-sectional perspective on the issue of CRSV, with Under-Secretary-General Pramila Patten providing the Keynote Speech. This will be followed by a panel that brings together experts and actors involved in combating CRSV entitled '*Confronting Drivers of Conflict-Related Sexual Violence: Survivor-Centered Approaches to Justice, Reparations and Survivor Support*'.

While significant normative progress has been achieved through a series of United Nations Security Council resolutions, the Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict (OSRSG-SVC) continues to track emerging concerns related to conflict-related sexual violence (CRSV) globally, including small arms and light weapons, displacement, food insecurity, trafficking, abductions and sexual slavery.

This year's report of the United Nations Secretary-General on Conflict Related Sexual Violence raises the alarm about several striking trends: Firstly, **displaced and refugee** women and girls continue to be exposed to heightened risks of sexual violence, which also inhibit safe return. Second, **food insecurity** is increasing the risk of exposure to sexual violence and exploitation, as humanitarian access is curtailed or blocked by belligerent parties. The unprecedented level of **attacks on humanitarian workers** has hampered access to lifesaving support. Third, the accelerated **drawdowns and transitions of UN peace operations** have diminished the capacity of the UN system to reach and support survivors, notably in Mali, Sudan and the DRC. Operational continuity must be maintained through all configurations of the UN country presence, including through the deployment of Women Protection Advisers, currently present in less than half of the countries covered by the CRSV mandate. Fourth, non-State armed groups, including **UN-designated terrorist groups**, continue to use sexual violence to consolidate their **control over territory and lucrative natural resources**, and to incentivize the recruitment of fighters. This tactic **strengthens violent extremist groups, criminal networks**, including through **abduction and trafficking** as part of a political economy that turns pain into profit. Fifth, the **proliferation of small arms and light weapons** continues to fuel conflict-related sexual violence. UN data indicates that firearms are used in 70-90 percent of recorded cases, despite the Arms Trade Treaty requiring States Parties to halt the transfer of weapons to actors implicated in gender-based violence. Finally, patterns of conflict-related sexual violence persist in both **formal and informal detention settings, including against Prisoners of War**, as a method of torture to humiliate and intimidate, in order to extract information. This has been

documented in Myanmar, the Occupied Palestinian Territory, Syria, Yemen and Ukraine, as well as against men, boys and migrants in Libya.

Symposium Agenda

Time	Activity	Description	Allocated Time
08:30	Registration in Foyer de l'auditorium	Welcome Coffee and Registration	30'
09:00	Opening Remarks	Mr. Jean-Christophe Martin , Professor, Université Côte d'Azur	10'
09:10	Keynote Speech	Ms. Pramila Patten , Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict	15'
09:25	Panel Discussion <i>'Confronting Drivers of Conflict-Related Sexual Violence: Survivor-Centered Approaches to Justice, Reparations and Survivor Support'</i>	<p>Moderator: Mr. Jean-Christophe Martin, Professor, Université Côte d'Azur</p> <p>Speakers: Ms. Alizéa Ciftisoy, Chief Analyst, Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine, Ministère de l'Intérieur Ms. Lorraine Dumont, Doctor in Public Law, Human Rights Expert/Consultant and Lawyer Ms. Isabelle Fouchard, Research Fellow, Paris 1 Panthéon-Sorbonne University Ms. Sophie Havard, First Deputy Public Prosecutor and Head of the Crimes against Humanity and War Crimes Unit, National Anti-Terrorism Prosecutor's Office (Parquet national antiterroriste) of France Ms. An Michels, Clinical Psychologist and trauma expert, International Criminal Court Ms. Apolline Pierson, VOICE Team leader, Mukwege Foundation</p>	80' (Three presentations à 20' followed by a 20' discussion)
Break 10'			
10:55	Panel Discussion cont.	<i>Same moderator and speakers as above.</i>	90' (Three presentations

			á 20' followed by a 30' discussion)
12:25	Presentation <i>From Ideas Box to AI: Innovating for Global Resilience</i>	Mr. Jérémy Lachal , Managing Director and Co-founder, Bibliothèques Sans Frontières	5'
12:30	Discussion <i>How can we work together in Ukraine?</i>	Mr. Jérémy Lachal , Managing Director and Co-founder, Bibliothèques Sans Frontières Ms. Lindsay Forslund , Deputy Coordinator, UN Action Against Sexual Violence in Conflict Ms. Yuliia Kutsokon , GBV Programme Assistant UNFPA Ukraine	15'
Lunch Break 75'			

Afternoon session: High-level Conference

The Conference - open to a wider audience - will consist of opening remarks provided by the Mayor of Paris, Anne Hidalgo, followed by a keynote speech by SRSG-SVC Pramila Patten and a panel discussion be followed by a public event celebrating the achievements of the SRSG and her Office. *Addressing Conflict-Related Violence through a Survivor-Centered Approach: The journeys and needs of survivors* will highlight the experiences of sexual violence survivors and examine the diverse forms of support required throughout their recovery. The conversation will underline multiple stages in the journey toward healing, including (a) immediate and short-term assistance (e.g., the provision of sexual and reproductive health services), (b) medium and long-term assistance (including BSF Ideas Boxes) and (c) the path to independence, where survivors become agents of their own change and participate in peacebuilding and development activities. Providing support services at each step of the way is essential to address the severe challenges survivors face not only from the traumatic physical experience of an act of CRSV but also from the experience of stigma and discrimination, post-traumatic stress disorders, and continued harm faced due to lack of adequate support.

High-level Conference Agenda

The below programme takes place in the Salle des Fêtes.

Time	Activity	Description	Allocated Time
14:00	Arrival in Salle des Fêtes	Arrival	30'
14:30	Opening Remarks	Ms. Anne Hidalgo , Mayor, City of Paris	15'
14:45	Panel Discussion <i>Addressing Conflict-Related Sexual Violence through a Survivor-Centered Approach: The Journeys and Needs of Survivors</i>	Moderator: TBD Speakers: Ms. Esther Mujawayo , Rwandan sociologist and psychotherapist Ms. Alisa Kovalenko , Ukrainian documentary filmmaker and former soldier in the Ukrainian Volunteer Army (tbc) Mr. Christopher Mambula , Programme Manager for the Democratic Republic of Congo, Médecins Sans Frontières Ms. Michelle Perrot , Director of Advocacy and Youth Engagement, Plan International France Ms. Véronique Nahoum-Grappe , Anthropologist specialising in the wars in the former Yugoslavia, School for Advanced Studies in the Social Sciences (EHESS), Paris	75'
16:00	Keynote speech	Mr. Jean-Christophe Martin , Professor, Université Côte d'Azur	5'
16:05	Video message	Mr. Denis Mukwege , Founder, Panzi Foundation	5'
16:10	Panel Discussion <i>Prevent, Repair, Judge: How to Fight Impunity</i>	Moderator: TBD Speakers: Ms. Céline Bardet , Founder and Director, We Are NOT Weapons of War Mr. Thomas Andrieu , President, National Court of Asylum (Cour nationale du droit d'asile) Ms. Chékéba Hachemi , Co-founder, Stand Speak Rise Up! Ms. Rachel Lindon , Lawyer, Lindon Attorneys-at-Law Ms. Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky , President, Centre Primo Levi Ms. Fatou Bensouda , former Prosecutor, International Criminal Court	65'

17:15	Keynote speech	Mr. Patrick Weil , President, Bibliothèques Sans Frontières	5'
17:20	Closing remarks	Ms. Pramila Patten , Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict	10'
17:30		<i>Cocktail</i>	180'